

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

- La Répression Capitaliste (*Bris Sowarine*). — L'Arrestation de Lorient (*S.*). — Kautsky et Wilson (*S. J. Rutgers*). — Les Héros de l'Internationale de Berne (*N. Lénine*). — La Société des Nations (*N. Boukharine*). — Mort de Timiriazev. — Loyauté des Reconstructeurs. — Le Blocus des Communistes. — Correspondance Internationale : Belgique, Finlande, Yougoslavie.

La Répression capitaliste

Les grèves immenses qui ont éclaté en France depuis le 1^{er} mai, l'état d'esprit de la classe ouvrière révélé par ces démonstrations d'ampleur et de combativité croissantes, ont jeté l'effroi au camp de la bourgeoisie. Aux appels à la répression s'élevant des repaires de la presse capitaliste où s'embusquent des escouades d'escrocs, de filous, de trafiquants et de pillards de toute espèce, le gouvernement a répondu docilement en ordonnant l'arrestation de nombreux militants de l'avant-garde ouvrière et la fabrication d'un complot sur mesure pour justifier des poursuites arbitraires. Ainsi, croit-il avoir sauvé la société en décrépitude dont il est l'authentique représentation.

Il appartient à la légion des combattants de la cause d'émancipation prolétarienne de lui faire mesurer sans retard l'étendue de son erreur. Dans tous les pays, la classe dominante, sentant son hégémonie en péril, s'efforce de retarder l'heure de sa déchéance en frappant aux premiers rangs de la classe exploitée dont l'ascension menace son règne ; de même la bourgeoisie française, ayant elle-même miné sa suprématie en accumulant les ferments de révolte, prétend briser les forces de subversion qu'elle a déchaînées et croit y parvenir en étouffant brutalement la voix des interprètes clairvoyants des aspirations du prolétariat éveillé. A cette prétention doit répondre un décuplement des efforts de ce prolétariat en qui résident d'incalculables richesses de dévouement, d'abnégation, de sacrifice, et dont le sein enferme des valeurs créatrices insoup-

onnées. A la faveur des circonstances, les facultés et capacités constructrices de la masse des travailleurs doivent se développer, s'épanouir ; les cadres du mouvement libérateur décimés par la répression doivent être renouvelés et fortifiés ; dix serviteurs de l'idéal communiste doivent succéder à chacun de ceux qui nous sont arrachés.

De vous tous, amis, frères de pensée et d'action, dépend l'issue de la lutte engagée entre le Travail exploité et le Capital exploiteur ; de vous tous dépend l'avenir, le salut de ceux qui peinent et qui produisent, aujourd'hui pour satisfaire la glotonnerie d'une caste d'insatiable voracité, demain pour assurer la vie et le bien-être de tous les hommes. Nos compagnons de lutte sont jetés en prison, privés de la liberté d'exprimer leur pensée, et ne leur reste, avec leur conviction intacte et libre, que la sereine satisfaction de souffrir pour la cause qu'ils ont élue : c'est l'heure pour nous tous, camarades, d'interroger nos consciences, de nous demander si nous avons toujours fait tout notre devoir, si nous avons consenti assez de travail, de dévouement, d'efforts, de sacrifices, pour le triomphe du communisme. En regardant les jours écoulés, qui d'entre nous ne se sent honteux de l'insuffisance de notre apostolat, qui d'entre nous ne déplore nos faiblesses, ne rougit de nos piétinements ?

Et aussi, qui d'entre nous ne fera le serment de redoubler d'énergie, de patience, de volonté, pour apporter à l'action communiste le surcroît de puissance qui la rendra invincible ?

Intensifions la propagande qui engendrera la force salvatrice de la révolution prolétarienne, espoir suprême des multitudes accablées par la tyrannie du privilège capitaliste, condamnées aux travaux forcés à perpétuité par le régime de vol et de meurtre à outrance que l'on appelle la civilisation bourgeoise.

La répression décrétée par un pouvoir dont l'omnipotence chancelle sera pour notre action un bienfait si elle stimule notre ardeur et notre courage. Rivalisons de zèle et d'activité, pour que vivent et prospèrent nos organes d'où rayonne l'influence communiste ; nos groupes doivent se multiplier, nos publications, la *Vie Ouvrière*, le *Bulletin Communiste*, les brochures éducatrices, doivent être répandues dans les masses frémissantes, qui cherchent à s'orienter. Que les réunions succèdent aux réunions, que s'érigent partout des tribunes, que grossisse, s'élève, éclate la rumeur mena-

çante des foules conscientes et résolues : et les portes des geôles s'ouvriront, les murs des prisons tomberont, les murailles déjà effritées du vaste bain capitaliste s'écrouleront à jamais.

Il n'est bastille ni forteresse qui puisse résister aux assauts d'une plèbe innombrable et volontaire. Que la classe ouvrière opprimée acquière la conscience de ce qu'elle est et de ce qu'elle doit être, — et c'en sera fait du régime d'oppression. Pour que le prolétariat puisse, il suffit qu'il veuille : à nous, donc, communistes, d'ajouter à sa Force la Méthode dont l'alliance réprimera les violences bourgeoises et supprimera le désordre capitaliste. Tous à l'œuvre, et que surgissent de toutes parts de nouveaux champions du communisme révolutionnaire international.

Boris SOUVARINE.

L'Arrestation de Lorient

Après l'arrestation de Monatte, il fallait s'attendre à celle de Lorient. Notre dévoué camarade et secrétaire du Comité de la 3^e Internationale n'a pas tardé à rejoindre à la Santé le directeur de la *Vie Ouvrière*. Et les arrestations se succèdent par dizaines !

Le gouvernement inculpe nos amis de « complot contre la sûreté de l'Etat ». Pour comble d'infamie, Lorient serait par surcroît poursuivi en vertu des « lois scélérates », c'est-à-dire pour « provocation au meurtre, au pillage, à l'incendie, etc. ».

Ainsi des hommes qui ont toujours fait leur propagande au grand jour, et qui défendent des idées communes à des millions de travailleurs, sont choisis comme victimes parmi leurs camarades uniquement parce que la confiance de ceux-ci les a investis d'une valeur représentative.

Les militants arrêtés et incarcérés, dont on ne peut encore faire l'énumération complète, ont fidèlement rempli le mandat que leurs organisations leur avaient confié : si la défense des intérêts prolétariens, si l'énoncé des doctrines communistes, sont des crimes, nous proclamons tous notre « complicité » et nous ne laisserons pas frapper quelques-uns des nôtres pour notre crime commun.

Tous les socialistes, tous les syndicalistes, dont l'action s'inspire du communisme, sont en

permanente insurrection contre l'Etat bourgeois, c'est-à-dire contre l'ensemble des institutions qui consacrent et imposent l'exploitation des masses par une caste oligarchique, qui légalisent le vol et la spoliation, et qui recourent à l'assassinat pour prolonger leur funeste existence.

Quant aux provocations au meurtre, au pillage, à l'incendie, elles sont l'apanage exclusif des sacrépants qui nous gouvernent, et qui ne donneront pas le change en essayant d'imputer aux innocents leurs propres crimes. Leurs guerres, leurs blocus, leurs répressions, leurs dévastations de toutes sortes laissent loin derrière elles les atrocités d'Attila, de Gengiskhan, de Tamerlan, voire de Béhanzin ; et ce sont ces massacreurs sans allure, ces bourreaux en smoking qui profèrent des accusations contre les militants ouvriers, contre les artisans d'un régime d'équité et de justice !

Nos camarades persécutés peuvent attendre sans frémir le procès qui leur est fait. Ce sera le procès du régime féroce, despotique et sanglant du capitalisme, où les accusés se feront accusateurs, où le prolétariat criera son témoignage avec une force telle que les assises de la puissance bourgeoise en trembleront, où le verdict, quel qu'il soit, ne pourra pas ne pas être la condamnation sans appel de la société capitaliste. — B. S.

KAUTSKY et WILSON

Le « démocrate » Kautsky a jugé nécessaire de prendre sous sa protection son illustre collègue, le « surdémocrate » Wilson, et d'expliquer la politique de ce dernier. N'y avait-il pas en effet, des ouvriers qui oseraient affirmer que Wilson était le représentant des rois américains du trust et de l'impérialisme transatlantique, et que sa Ligue « démocratique » des nations n'était qu'une arme dangereuse du capital meurtrier et impie représenté par les milliardaires ?

Dans sa brochure « Les racines de la politique de Wilson », Kautsky redresse notre jugement. Nous lisons dans sa préface :

« Si la Ligue des nations établit les fondements d'une nouvelle politique nationale et internationale, nous pourrions envisager l'avenir avec confiance. »

Et, d'après Kautsky, il dépend de deux facteurs que cette perspective bénie s'ouvre devant nous ; cela dépend « de la force de la partie du prolétariat qui s'inspire d'idées internationales, et, d'autre part, de la force de l'Amérique et de son président Wilson ».

Comme la force de l'Amérique est, de toute évidence, hors de doute, il faudrait donc seulement, « pour pouvoir envisager l'avenir avec confiance », que Wilson fût soutenu par la partie du prolétariat qui s'inspire d'idées internationales.

Même si cela devait « porter atteinte, au début, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », la Ligue des nations remédierait à cet inconvénient « aussitôt que les peuples auraient triomphé des conséquences morales de la guerre et trouvé le temps et la tranquillité d'esprit nécessaire pour rentrer en eux-mêmes et rendre justice à leurs anciens adversaires ».

Le « marxiste » Kautsky a écrit cette délicate idylle vers la fin de décembre 1918, c'est-à-dire alors que les Alliés avaient déjà remporté la victoire et se mettaient en devoir de se partager le monde.

Mais comment Wilson a-t-il pu en arriver à se poser en défenseur des intérêts « de la partie du prolétariat qui s'inspire d'idées internationales » ? Kautsky nous l'« explique » dans sa brochure. Il se base à cet effet sur un petit livre intitulé « Que veut Wilson ? », écrit par un bourgeois allemand, M. Bonn.

Les considérations exposées dans cet opuscule ne diffèrent pas profondément, autant du moins qu'on en peut juger d'après les citations détaillées faites par Kautsky, de celles de la presse payée par la bourgeoisie d'Amérique.

Mais Kautsky est d'avis que cet ouvrage « nous fait très bien comprendre la politique américaine de guerre et de paix ».

Bonn affirme, et Kautsky répète avec lui, que : « Wilson n'est pas un hypocrite et qu'il n'a pas non plus fait sa soumission aux impérialistes de son pays ».

D'après Kautsky, la politique de Wilson est conforme à la politique traditionnelle de l'Amérique, et celle-ci est basée sur le caractère spécial des Etats-Unis, caractère dont les deux traits les plus marquants sont : un ordre social récent et la séparation de l'Europe par l'étendue de l'Océan. D'après la conception de Kautsky, la politique de Wilson n'a rien à voir avec les trusts et l'impérialisme américains.

Ces paroles ne sont guère croyables dans la bouche de Kautsky qui fait lui-même remarquer que dans aucun pays les trusts et le capital financier ne sont précisément aussi développés que dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Il ajoute même que c'est également en Amérique que ce développement a conduit pour la première fois à l'impérialisme :

« ... Pour toutes ces raisons, c'est en Amérique que le capital financier s'est développé le plus rapidement, mais c'est aussi en Amérique que ces tendances impérialistes, contraires à la politique de paix traditionnelle du pays, se sont fait jour pour la première fois. »

Ensuite, Kautsky indique, comme manifestations extérieures de cet impérialisme américain, la conquête de Cuba, de Porto-Rico et des Philippines, de même que la construction du canal de Panama :

« Le but principal était de dominer dans l'Océan Pacifique qui devait devenir une mer américaine et dont la côte occidentale, avec la Chine, devait être soumise à la domination des Etats-Unis, tout comme la côte orientale. »

Voilà qui ne semble certes pas très pacifique. Mais les Etats-Unis revinrent bientôt de leurs jeunes errements impérialistes, car l'impérialisme « est simplement une tendance qui prend racine dans de puissants intérêts économiques, mais qui peut cependant être surmontée, si elle se heurte à une résistance suffisamment forte ».

On ne nous enseigne pas sur quelle force doit s'appuyer cette résistance au pouvoir, qui croît avec une rapidité toujours plus grande, du capital financier. On se borne à affirmer que, par suite des charges militaires qui augmentent toujours (de 1897 à 1914, les dépenses totales pour la flotte et l'armée sont montées de 84 à 314 millions de dollars, somme peut-être minime pour un pays comme les Etats-Unis), l'opposition à l'impérialisme a crû d'une façon continue au sein du « peuple » américain.

Et maintenant, que devient la question de la Chine et des républiques sud-américaines ? L'Amérique a-t-elle renoncé à ses aspirations dans ce domaine ? Kautsky glisse sur ce point avec une singulière légèreté. Il salue les tendances panaméricaines comme le premier pas vers la paix mondiale et affirme que la « politique de la porte ouverte » doit inaugurer une nouvelle époque pour la Chine ! Comme si ce n'était pas une puissance mondiale qui exigeait l'ouverture de cette porte, déjà entrebâillée du reste, et qui réclamait qu'elle fût tenue désormais ouverte ! Qu'est-ce donc qui doit être introduit par cette porte, sinon les produits de l'industrie américaine de la métallurgie et de la construction des machines ? La « porte ouverte » signifie l'établissement en Chine de voies ferrées, d'industries et de concessions américaines de toutes sortes. Et il va de soi que toutes ces entreprises ne peuvent pas être abandonnées sans protection à la merci des révolutionnaires chinois et des concurrents étrangers. Quel que soit le beau nom que l'on imagine pour décorer, comme toujours, la politique impérialiste, les conséquences de celle-ci n'en demeureront pas moins le pillage et le meurtre, de même qu'une réaction impitoyable dans le domaine de la politique intérieure. Les travailleurs des Etats-Unis en savent malheureusement déjà quelque chose. Et les millions de prolétaires qui s'épuisent pour gagner un salaire de famine durant des journées de travail démesurément longues dans les fonderies et les mines de l'Amérique du Nord n'ont devant eux d'autre issue que l'éventualité d'une lutte révolutionnaire contre tous les impérialistes et leurs serviteurs. Car l'abandon des terres non cultivées est aussi un des éléments qui fait aujourd'hui partie des « vieilles traditions » que Kautsky considère comme le ressort véritable de la politique de Wilson. Il ose écrire : « Et c'est ainsi que Wilson a fait de la politique anti-impérialiste, d'accord en cela avec la majorité des électeurs qui l'ont réélu en 1916 et avec les traditions de son pays au caractère spécial duquel sa politique s'est montrée tout à fait conforme. »

Il est presque inutile d'examiner les raisons qui ont entraîné, d'après Kautsky, l'Amérique dans la guerre. L'auteur se déclare entièrement d'accord avec les affirmations que Bonn reproduit, dans son opuscule cité plus haut, après les journalistes américains :

« Wilson était intervenu avec force dans la question de la guerre sous-marine à outrance. Wilson avait été indigné par la politique de l'Allemagne au Mexique, car l'Allemagne y avait joué un double jeu. Que deviendrait donc la Ligue des Nations si l'on ne pouvait plus se fier aux belles paroles ? On ne pourrait plus alors traiter qu'avec des « démocraties » telles que l'Angleterre, qui n'a certes jamais joué un double jeu. Enfin, la révolution russe de février menaçait d'affaiblir les puissances de l'Entente. L'Amérique intervint pour rétablir l'équilibre militaire rompu et pour obtenir la conclusion

d'une paix « juste ». Les conditions de paix auxquelles aspirait Wilson tendaient au fond, selon l'opinion de Kautsky, « à exiger expressément que l'Allemagne devienne un Etat démocratique ». Car la démocratisation des pays étrangers est la « condition préalable et en même temps la base la plus sûre de la Ligue des Nations, du tribunal international et du désarmement général ». « Ce n'est qu'en face d'une démocratie complète et générale que les divers Etats pourront s'inspirer mutuellement la confiance qui est indispensable pour la réalisation du désarmement international », écrit Kautsky, qui se réclame à ce propos de Kant.

Mais voici que la révolution allemande de novembre devait venir remplir cette condition préalable « bien plus rapidement et plus radicalement que je — c'est Kautsky qui parle — ne m'y attendais ». « Les démocraties étrangères peuvent donc approcher de nouveau du peuple allemand avec confiance. Elles ont toutes les raisons de lui accorder la paix à des conditions qui rendront cette paix durable. »

On ne sait de quoi il faut s'étonner le plus : de l'absence de la moindre idée tant soit peu socialiste ou bien du manque absolu de caractère avec lequel Kautsky rampe dans la poussière pour obtenir de Wilson et des « démocrates » couverts de sang une paix « juste ».

S. J. RUTGERS.

Mort de Timiriazev

Nous avons appris avec une vive douleur la mort de l'illustre savant russe Timiriazev, dont le *Bulletin Communiste* a récemment publié un article admirable contre l'intervention des Alliés en Russie.

Le professeur Timiriazev, de parenté russe et anglaise, était docteur de l'Université d'Oxford et, en Russie, un des principaux membres de l'Académie des Sciences. Il avait sans réserve adhéré au bolchevisme et, malgré son grand âge, avait collaboré à l'œuvre du Commissariat de l'Instruction publique, dirigé par Lounacharsky.

A NOS LECTEURS

Demandez-nous des feuilles d'abonnements, et renvoyez-les au plus tôt couvertes de noms et d'adresses (sans oublier le montant).

Demandez-nous des numéros spécimens.

Donnez-nous des listes d'abonnés possibles, pour l'envoi de numéros d'essai.

Les Héros de l'Internationale de Berne

Dans mon article : « *La Troisième Internationale, sa place dans l'histoire* », j'ai indiqué l'une des manifestations les plus saillantes de la débâcle des idées, qui se produisit chez les représentants de l'ancienne « Internationale » de Berne tombée en putréfaction. Cette débâcle des théoriciens du socialisme révolutionnaire qui ne comprend pas la dictature du prolétariat, se manifesta dans la proposition que firent les social-démocrates allemands « indépendants », de combiner le Parlement bourgeois avec le pouvoir des Conseils, de réunir, d'associer ces deux éléments.

Les théoriciens les plus éminents de l'ancienne Internationale, Kautsky, Hilferding, Otto Bauer et Co, ne comprirent pas que cette proposition tendait à combiner la dictature de la bourgeoisie avec la dictature du prolétariat. Les hommes qui se sont fait un nom et ont acquis la sympathie des ouvriers en prêchant la lutte des classes, en expliquant la nécessité absolue de cette lutte, ne comprirent pas — au moment décisif de la lutte pour le socialisme — qu'ils reniaient complètement la doctrine de la lutte de classes, qu'ils s'en détachaient intégralement et passaient effectivement dans le camp de la bourgeoisie, en tâchant de combiner la dictature de la bourgeoisie avec celle du prolétariat.

Cela paraît incroyable, mais le fait est là.

Par exception très rare, on a réussi à Moscou, bien qu'occasionnellement, à recevoir pas mal de journaux étrangers. Il devient donc possible de suivre d'une manière un peu plus détaillée — pas complètement, naturellement — l'histoire des flottements de Messieurs les « indépendants », au sujet de la question essentielle, soit l'organisation théorique et pratique de la question contemporaine.

Il s'agit de la situation de la dictature (du prolétariat) vis-à-vis de la démocratie (bourgeoise) — autrement dit du pouvoir des Conseils vis-à-vis du parlementarisme bourgeois.

Dans sa brochure *La Dictature du Prolétariat* (Vienne, 1918), M. Kautsky écrivait que « l'organisation des Conseils constituait une des plus importantes manifestations de notre temps. Elle promet, dit-il, d'atteindre une signification capitale au sein des grandes luttes décisives entre le capital et le travail, luttes au-devant desquelles nous marchons » (page 33 de la brochure de Kautsky). Et il ajoute que les bolcheviks ont commis une faute en transformant « l'organisation de la lutte d'une classe » en une « organisation d'Etat », parce qu'ils auéantissaient ainsi la démocratie » (ibid.).

Dans ma brochure *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* (Pétrograd et Moscou, 1919), j'ai examiné en détail cette thèse et j'ai prouvé qu'elle néglige complètement les bases fondamentales de la doctrine marxiste de l'Etat. Car l'Etat (même la République la plus démocratique) n'est autre chose qu'une machine destinée à opprimer une classe au moyen d'une autre. Nommer les conseils, l'organisation de lutte d'une classe et leur refuser

le droit de se transformer en une organisation d'Etat, cela signifie qu'on se détache en fait de l'A B C du socialisme, qu'on reconnaît ou défend l'inviolabilité de la machine bourgeoise à opprimer le prolétariat (c'est-à-dire de la République démocratique bourgeoise, de l'Etat bourgeois), cela signifie indubitablement que l'on passe dans le camp de la bourgeoisie — voyez les héros de l'Internationale de Berne.

L'absurdité de la position de Kautsky est si évidente l'influence des masses ouvrières exigeant le pouvoir des Conseils est si grande, que Kautsky et ses adhérents ont dû se retirer honteusement, car ils n'étaient pas en état de reconnaître honnêtement leur erreur.

Le 9 février 1919, dans le journal *Freiheit*, organe des social-démocrates allemands indépendants (indépendants du marxisme, mais absolument dépendants de la démocratie petite-bourgeoise), parut un article de M. Hilferding, qui réclame déjà la transformation des Conseils en une organisation d'Etat, mais parallèle au Parlement bourgeois, parallèle à l'« Assemblée nationale » et liée à celle-ci. Le 11 février 1919, dans un appel au prolétariat allemand, le parti « indépendant » tout entier accepte cette solution (par conséquent aussi M. Kautsky, qui jette par-dessus bord les déclarations qu'il avait faites en automne 1913).

Cette tentative de réunir la dictature de la bourgeoisie à celle du prolétariat, signifie une répudiation absolue du marxisme et du socialisme en général, l'oubli de l'expérience que firent les menchéviks russes et « les socialistes révolutionnaires » lorsqu'ils tentèrent du 6 mai 1917 au 25 octobre 1917 (vieux style), de combiner les Conseils en tant « qu'organisation d'Etat » avec l'étatisme bourgeois, expérience dans laquelle ils échouèrent lamentablement.

Lors de l'assemblée du parti des « indépendants » (commencement de mars 1919), le parti tout entier se plaça à ce point de vue souverainement sage de l'union des Conseils et du parlementarisme bourgeois. Mais le numéro 178 de la *Freiheit* du 13 avril 1919, relate qu'au deuxième congrès des Conseils, la fraction des « indépendants » proposa la résolution suivante :

« Le deuxième congrès se place sur le terrain du système des Conseils. Conformément à cela, l'organisation politique et économique de l'Allemagne, doit être basée sur l'organisation des Conseils. Les Conseils des députés ouvriers seront les représentants autorisés de la population ouvrière dans tous les domaines de la vie politique et économique. »

En même temps, la même fraction présenta au Congrès un projet de « directives », dans lequel nous lisons :

« Le pouvoir politique tout entier appartient au congrès des Conseils. Le droit de vote dans les Conseils ou d'éligibilité appartient, sans différence

de sexes, à ceux qui produisent un travail social nécessaire et utile sans exploiter le travail d'autrui.»

Par là, nous voyons que les chefs des « indépendants » se montrèrent de misérables petits bourgeois de la partie la plus réactionnaire du prolétariat. En automne 1918, ils renoncèrent, par la bouche de Kautsky, à toute transformation des Conseils en organisations d'Etat. En mars, ils répudièrent ce point de vue en se rattachant aux masses ouvrières. En avril 1919, ils détruisirent la résolution de leurs congrès en adoptant pleinement le point de vue des communistes : « Tout le pouvoir aux Conseils ».

De tels chefs ne valent pas grand'chose. Pour servir l'opinion de la partie la plus réactionnaire du prolétariat, qui suit à l'arrière-garde au lieu de marcher à l'avant-garde, il n'est pas besoin de chefs.

La faiblesse avec laquelle ils changent leur résolution montre la non-valeur de ces chefs. Dans le mouvement ouvrier, ils serviront *toujours de lest*, ils seront des grandeurs négatives.

L'un des plus « à gauche » d'entre eux, un certain Däumig, raisonna comme suit à l'assemblée du parti (voir *Freiheit* du 9 mars) :

« ... Däumig déclare que rien ne le sépare de l'exigence des communistes : « Tout le pouvoir aux Conseils des « députés ouvriers ». Mais il doit s'élever contre la provocation à l'émeute, pratiquement réalisée par le parti des communistes et contre le byzantisme qu'il exerce à l'égard des masses, au lieu de les éduquer. Ce n'est pas l'émeute, ni la destruction qui peuvent avancer les choses... »

Les Allemands appellent émeute ce que les anciens révolutionnaires russes appelaient il y a cinquante ans des « jaillissements », des explosions, l'arrangement de petites conspirations, d'attentats, de rébellions, etc.

En accusant les communistes de « provocation » à l'émeute, M. Däumig ne prouve rien que son byzantisme, sa basse servilité devant les préjugés de la petite bourgeoisie. La « maladresse » de ce monsieur qui, par la lâcheté devant la masse, rabâche le mot de ralliement « moderne », *sans comprendre le mouvement révolutionnaire des masses*, ne vaut pas un liard.

En Allemagne nous eûmes la vague élémentaire de mouvements grévistes. Puis nous voyons une augmentation inouïe de la lutte prolétarienne, et sa crue dépasse, à ce qu'il paraît, celle de Russie en 1905, où le mouvement gréviste atteignait pourtant une hauteur inconnue jusqu'alors. Parler de « provocation » en regard d'un tel mouvement, montre un insipide bavard, un laquais des préjugés bourgeois.

MM. les bourgeois, avec Däumig à leur tête rêvent probablement d'une révolution (si toutefois leur cerveau peut concevoir l'idée d'une révolution) dans laquelle les masses se trouvent *tout à coup et complètement organisées*.

De semblables révolutions n'existent pas et ne peuvent pas exister. Le capitalisme ne serait pas le capitalisme s'il ne comptait pas des millions d'ouvriers, l'immense majorité, par l'oppression, la misère et l'ignorance — le capitalisme ne peut être renversé que par une révolution qui, au cours de

la lutte, soulève les masses autrefois intactes. Des soulèvements élémentaires sont inévitables au cours de la révolution. Toutes les révolutions les ont connus et aucune révolution ne peut exister sans cela.

Que les communistes approuvent l'élémentarité, c'est un mensonge de M. Däumig, un mensonge pareil à celui maintes fois proféré par les menchéviks et les socialistes révolutionnaires.

Les communistes n'approuvent *pas* l'élémentarité, ils ne sont *pas* pour des soulèvements partiels. Les communistes enseignent aux masses une conduite organisée, ferme, unanime, opportune, mûre. Les calomnies bourgeoises de MM. Däumig, Kautsky et Co ne peuvent pas réfuter ce fait.

Mais les bourgeois sont incapables de comprendre que les communistes — à bon droit — pensent qu'il est de leur devoir de soutenir les *masses des opprimés qui luttent*; mais ce sont les héros de la bourgeoisie qui se tiennent à l'écart dans une lâche expectative. Lorsque les masses luttent, il est inévitable qu'elles commettent des erreurs : les communistes *restent avec les masses*, reconnaissant leurs erreurs, s'efforçant de les réparer, pronant les avantages de la réflexion sur l'élémentarité. Il est préférable d'être avec les masses qui, au cours de la lutte, corrigent peu à peu leurs erreurs, qu'avec les intellectuels, les bourgeois, les Kautskyens, qui attendent à l'écart la « victoire complète » — telle est la vérité que M. Däumig n'a pas le don de connaître.

C'est tant pis pour eux. L'histoire de la révolution mondiale prolétarienne les a déjà immortalisés comme lâches épiciers, réactionnaires, fomentateurs de misère ; ils étaient hier les valets des partisans de Scheidemann ; aujourd'hui, ils prêchent la « paix sociale » ; peu importe que cette paix se cache sous l'apparence de l'union de la Constituante avec les Conseils, ou sous l'apparence d'une condamnation profonde de la « provocation ».

M. Kautsky a battu le record dans le domaine du remplacement du marxisme par l'exaltation réactionnaire et petite-bourgeoise de la misère. Il ne siffle que dans un ton : il pleure sur le passé, se plaint, se lamente, s'indigne, prêche la réconciliation. Toute sa vie, ce chevalier de la triste figure a écrit sur la lutte de classes et sur le socialisme, mais lorsque la lutte de classes parvint à une crise aiguë et qu'on se trouva à la veille du socialisme, notre sage perdit la tête, se lamenta et s'éprouva un bourgeois comme tout le monde. Dans le numéro 98 du journal des Viennois traités au socialisme, des Austro-lit, Renner, Bauer (*Arbeiter Zeitung* du 9 avril 1919, Vienne, édition du matin), Kautsky résume pour la centième fois, sinon pour la millième, ses lamentations.

« ... Toutes les classes, se lamente-t-il, ont négligé la pensée économique, la compréhension économique. »

« ... Cette longue guerre a enseigné aux grandes couches du prolétariat le mépris des conditions économiques et la croyance en la toute-puissance de la force... »

Ce sont là les deux « petits points » de notre « grand savant » : le « culte de la force » et l'effon-

drement de la production. Au lieu d'analyser à fond les conditions réelles de la lutte des classes, il en est resté aux gémissements surannés et coutumiers. « Nous attendions, écrit-il, que la révolution sorte de la lutte de classe prolétarienne »... « mais la révolution est venue de la banqueroute du système existant, consécutive à la guerre en Russie comme en Allemagne... »

En d'autres termes, ce sage « attendait » une révolution pacifique ! C'est merveilleux !

Mais M. Kautsky a perdu la tête au point d'avoir oublié que lorsqu'il était encore marxiste, il écrivait que la guerre provoquerait très probablement une révolution. Alors notre « théoricien », au lieu de faire une analyse sobre et courageuse des formes de révolution qu'il faut employer par suite de la guerre, nous sort ses espoirs déçus.

« ... le mépris des conditions économiques parmi de nombreuses couches du prolétariat ! »

Quelle misérable stupidité ! Nous reconnaissons cette petite rengaine bourgeoise, empruntée aux journaux menchévistes de l'époque de Kerenski !

L'économiste Kautsky a oublié que la « question économique » la plus importante, fondamentale, profonde, est le salut de l'ouvrier, lorsque le pays a été ruiné par la guerre et amené à deux doigts de sa perte. Si l'on réussit à empêcher la classe ouvrière de mourir de faim, si l'on réussit à la sauver de l'irréparable misère, la production détruite peut être remise sur pied. Mais pour sauver la classe ouvrière, il est nécessaire d'avoir recours à la dictature du prolétariat, seul moyen possible pour éviter que les charges et les conséquences de la guerre incombent aux ouvriers.

L'économiste Kautsky « a oublié » que la question du partage des fardeaux de la défaite sera décidée au moyen de la lutte des classes, et que la lutte des classes modifie ses formes dans le milieu d'un pays complètement exténué, affamé et au bord de la ruine. Ce n'est pas une lutte de classe pour la participation à la production, pour la gestion de la production (car la production est arrêtée, les chemins de fer sont complètement abîmés, il manque du charbon, la guerre a sorti les hommes de l'ornière, les machines sont usées, etc.), mais une lutte pour ne pas mourir de faim.

Des fous seuls, même si ce sont d'exceptionnels « savants », peuvent en face d'une telle situation « condamner » le communisme « de consommation », le communisme « des soldats » et parler avec hauteur aux ouvriers de l'importance de la production.

Il faut d'abord et avant tout sauver l'ouvrier. La bourgeoisie veut conserver ses prérogatives, elle veut imposer à l'ouvrier toutes les charges de la guerre, ce qui signifie ruiner l'ouvrier en le faisant mourir de faim.

La classe ouvrière ne veut pas avoir faim et pour atteindre ce but il faut vaincre la bourgeoisie, assurer d'abord la consommation, fût-ce la plus minimale autrement il est impossible de continuer à traîner une existence misérable, de se maintenir, jusqu'à ce qu'on ait réussi à rétablir la marche de la production.

« Pense à la production ! », dit le bourgeois à l'ou-

vrier affamé et débilité, et Kautsky devient absolument un laquais de la bourgeoisie, en répétant ces anticlones de la bourgeoisie sous forme d'une soi-disant « doctrine économique ».

Mais le travailleur réplique : Que la bourgeoisie se contente aussi d'une demi-ration de farine, afin que les ouvriers puissent se sustenter et ne périssent pas. « Le communisme de consommation », telle est la condition primordiale du salut de l'ouvrier. Il ne faut reculer devant aucun sacrifice pour sauver l'ouvrier ! Pour sortir de la période de la famine, éviter la ruine, il faut distribuer une demi-livre aux capitalistes, une livre à l'ouvrier. La consommation de l'ouvrier est la base et la première condition pour le rétablissement de la production.

C'est à bon droit que Zetkin déclara à Kautsky... qu'il glissait vers l'économie nationale bourgeoise. La production est là pour l'homme et non l'homme pour la production...

L'indépendant M. Kautsky se montra également dépendant des préjugés petits-bourgeois, en déplorant le « culte de la force ». Lorsque les bolchéviks prévirent en 1914 que la guerre impérialiste conduirait à la guerre civile, M. Kautsky se tut, avec le parti de David et Co, qui déclarait que cette prophétie (et cette résolution) étaient une « folie ». Kautsky ne comprit pas l'inévitabilité de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile et il fait peser maintenant son incompréhension de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ! n'est-ce pas là un modèle de la stupidité réactionnaire bourgeoise ?

Si en 1914 ce n'était que stupidité bourgeoise de ne pas comprendre que la guerre impérialiste conduirait à la guerre civile, c'est en 1919 quelque chose de pire — c'est la trahison envers la classe ouvrière. Car la guerre civile est un fait, tant en Russie, en Finlande, en Lettonie, qu'en Allemagne et en Hongrie. Des centaines de fois, dans ses œuvres, Kautsky a reconnu qu'il y a « dans l'histoire des périodes où la lutte des classes dégénère en guerre civile ». Cette période est là et Kautsky passe dans le camp des petits-bourgeois hésitants et lâches.

« ... L'esprit qui anime Spartacus est en réalité l'esprit de Ludendorff... Spartacus parfait non seulement la ruine de son œuvre, mais encore le renforcement de la politique de violence de la part des socialistes majoritaires. Noske est l'antipode de Spartacus... »

Ces paroles de Kautsky (article de l'*Arbeiter Zeitung*) sont si infiniment bêtes, vulgaires et viles qu'il suffit de les montrer du doigt pour les stigmatiser. Un parti qui tolère de tels chefs dans ses rangs est un parti pourri. « L'Internationale » de Berne, à laquelle appartient M. Kautsky, nous devons la juger d'après son mérite, en nous reportant aux paroles de Kautsky en disant que c'est l'Internationale jaune.

Comme curiosité, je citerai encore une observation de M. Haase, dans son article sur « l'Internationale » d'Amsterdam (*Freiheit* du 4 mai 1919). M. Haase se vante d'avoir proposé une résolution pour la question coloniale en vertu de laquelle « une Société des Nations organisée d'après une motion de l'Internationale... se donne pour tâche, jusqu'à la réalisation du

socialisme... » (savourerez!) «... les colonies seront d'abord administrées dans l'intérêt des indigènes, puis dans l'intérêt de tous les peuples faisant partie de la Société des Nations... »

Une perle, n'est-ce pas? Jusqu'à la réalisation du socialisme, les colonies conformément à la résolution de ce sage ne seront pas administrées par la bourgeoisie, mais par une quelconque « société des nations », bonne, juste et douce comme du sucre!!! En quoi cela se distingue-t-il pratiquement du fard de la plus abominable hypocrisie capitaliste? Et tels sont les membres « de gauche » de « l'Internationale » de Berne...

Afin que le lecteur puisse mieux se rendre compte de toute la stupidité, la vilénie et la vulgarité des écrivaineries de Haase, Kautsky et Co, et comparer avec ce qui existe réellement en Allemagne, je ferai encore une petite citation.

Le capitaliste bien connu Walter Rathenau publia un opuscule intitulé « Le nouvel Etat ». Cet opuscule

porte la date du 2 mars 1919. Sa valeur théorique est nulle. Mais, en tant qu'observateur, Walter Rathenau est forcé d'avouer ce qui suit :

« .. Nous, le peuple des poètes et des penseurs, nous sommes aussi un peuple de bourgeois.. »

« .. L'idéalisme n'existe plus que chez des monarchistes extrêmes et chez les Spartaciens. »

« ... La vérité sans fard est que nous approchons d'une dictature prolétarienne ou prétorienne » (pages 29, 52, 65).

Ce bourgeois croit probablement qu'il est aussi « indépendant » de la bourgeoisie que MM. Kautsky et Haase se croient « indépendants » de la bourgeoisie aux vues étroites et bornées.

Mais Walter Rathenau dépasse Karl Kautsky de deux têtes, car le second se lamente en fuyant lâchement « la vérité sans fard », tandis que le premier l'avoue ouvertement.

N. LENINE.

PAS DE PASSEPORTS

AU JOUR LE JOUR

Le Blocus des Communistes Loyauté des reconstituteurs

Contrairement aux plus récents mensonges de M. Millerand, qui avait promis les passeports permettant aux citoyens français de se rendre en Russie, les passeports ont été refusés aux trois délégués officiels du Comité de la 3^e Internationale : Loriot, Souvarine et Cartier. De même, ils ont été refusés en Angleterre aux deux délégués du British Socialist Party.

A notre connaissance, deux camarades de notre tendance seulement ont obtenu leurs passeports, mais pour des raisons évidentes : 1^o Ils ne participent pas à notre action spécifique ; 2^o Ils partent avec l'intention de rester en Russie.

Par contre, les délégués du Labour Party, de l'Independent Labour Party, et de la prétendue majorité du Parti socialiste français, ont obtenu ce qui nous est refusé. Il est des constatations qui rendent inutile tout commentaire.

On peut encore rappeler que des délégués du Comité de la 3^e Internationale se sont vu refuser l'autorisation de se rendre en Angleterre, en Hollande, en Italie, alors que les reconstituteurs ont la faculté d'exercer leur diplomatie à travers l'Europe.

Nous savons trop qu'aucune solidarité ne saurait subsister entre les deux fractions antagonistes du socialisme, et nous ne sommes nullement surpris d'enregistrer ces faits. Nous nous bornerons à remarquer que les communistes pelés et galeux que nous sommes n'agissent pas comme les fortunés mortels qui nous laissent sur le quai, et nous préférons encore notre situation à la leur...

Attendons le dernier mot, qui sera dit par Moscou.

A l'occasion de la nomination d'un nouveau trésorier du Parti, en remplacement du camarade Loriot, démissionnaire, les journaux reconstituteurs ont éprouvé le besoin de publier une note pour souligner le fait que « deux syndiqués » remplissent actuellement les charges du bureau du Parti.

Or, il est difficile d'oublier le rôle de Loriot dans l'action syndicaliste et la part qu'il a prise particulièrement dans la résistance d'une courageuse minorité, résolue à maintenir l'esprit révolutionnaire en éveil, aux pratiques réformistes et collaboration de classes de la majorité dévoyée.

Affecter de méconnaître cela et de la façon que nous signalons, c'est user de procédés bien mesquins et malhonnêtes.

♦♦

Les reconstituteurs annoncent que le Parti socialiste italien a accepté leur proposition de joindre la délégation socialiste française se rendant en Russie à la délégation italienne. Ils ont simplement « oublié » de parler des quatre conditions posées par le P. S. I., conditions qui sont plutôt dures...

Quant au refus catégorique du P. S. I. de participer à la Conférence « reconstitutrice » il a été révélé avec une discrétion qui frise le scandale par ceux qui n'ont pas craint de publier une nouvelle de fausseté évidente, attribuant à Serrati des velléités de compromission.

Mais s'il fallait rectifier toutes ces fausses nouvelles...

La Société des Nations

Le vieux monde capitaliste, tout le système capitaliste mondial est ébranlé comme jamais il ne le fut. Le sort du veau d'or, le sort de la sainte propriété privée, des Bourses, des Banques, des cartels, le sort des dividendes et des rentes est en jeu. L'incroyable décomposition de l'appareil capitaliste, provoquée par le manque d'organisation de l'économie mondiale, qui a conduit à la guerre, la catastrophe sociale qui a déjà commencé, la révolution communiste, le soulèvement du prolétariat, tout cela met en question l'existence même du capitalisme.

Il est très certain que le monde capitaliste fera des efforts suprêmes pour se préserver de la chute complète. Ces efforts seront faits dans deux directions : 1° *l'organisation* du capitalisme mondial, après avoir écarté les collisions colossales entre les diverses parties du système capitaliste (l'égalité entre les grandes puissances) ; 2° *l'écrasement du prolétariat* (l'étranglement en commun de la révolution communiste).

Ce dernier effort du sinistre monde capitaliste, son dernier enjeu est « la Société des Nations », de Wilson.

Les conditions économiques et militaires de la Société des Nations

Les Etats actuels sont des organisations du capital financier dans sa forme supérieure, dans la forme du capitalisme d'Etat. C'est pourquoi on peut considérer toute grande puissance, qui ne représente pas seulement l'organisation politique du capital, mais aussi son organisation économique, comme un « trust capitaliste d'Etat ». Toute la vie économique mondiale est formée de tels trusts capitalistes d'Etat (grandes puissances) dont dépendent une quantité de pays exploités par eux. La concurrence entre ces trusts capitalistes d'Etat trouva son expression dans la *guerre impérialiste*.

Chacun sait que les trusts ordinaires qui se font concurrence, à un certain stade de leur développement et sous certaines conditions, arrivent à s'entendre. Ces ententes peuvent être très superficielles et passagères et n'avoir pour but que l'emploi d'une *occasion donnée*. Ils peuvent aussi être plus stables (syndicats), ils peuvent entraîner une complète fusion des entreprises dans un trust.

La question de l'entente des grandes puissances peut être posée ainsi : Les circonstances actuelles ont-elles créé les conditions nécessaires à la formation d'un cartel, d'un syndicat ou d'un trust des grands trusts capitalistes ?

Il faut d'abord répondre à cette question. Jusqu'à maintenant, nous n'avions rien qui ressemble à un syndicat de toutes les grandes

puissances, ils ne groupaient qu'une partie d'entre elles. C'était les deux *coalitions*. D'après leurs devoirs, l'emploi passager d'une occasion, on peut les comparer à des cartels provisoires. D'après leur organisation, cependant, « unité de commandement », conférences économiques générales, plans politiques d'ensemble, etc., on peut les comparer à des syndicats. Une des deux coalitions fut vaincue dans la lutte de concurrence. La concurrence internationale en fut complètement changée. De nouveaux conflits apparaissent : Angleterre-Amérique, Japon-Amérique, France-Italie, etc.

Comment s'opérera maintenant le groupement organique ?

Des compromis entre concurrents sont généralement conclus quand il existe un équilibre relatif de leurs forces. Si une unité combattante a la supériorité, elle n'a aucune raison de conclure un compromis, car elle peut, sans partager son superflu avec personne, désarçonner ses adversaires.

La supériorité colossale des Etats-Unis, qui sont renforcés tant au point de vue économique et financier qu'au point de vue militaire, ne fait aucun doute. Cependant, la situation actuelle corrige essentiellement cette supériorité. La question concrète de la liquidation de la guerre et du partage *immédiat* du butin presse les Alliés et l'Amérique. Au sein de ce problème du partage se cachent les plus grandes possibilités de conflit. Cela ne peut-il pas donner *immédiatement* l'occasion d'une deuxième guerre mondiale ? Laissons momentanément la question de l'impossibilité *sociale* d'une nouvelle guerre. Voyons-en seulement les conditions économiques et militaires :

Il est clair que la maîtrise de l'Amérique créerait immédiatement un bloc de tous, y compris le Japon, contre l'Amérique. Toutes les puissances européennes dépendent actuellement de l'Amérique, en particulier au point de vue économique. L'épuisement de l'Europe est si grand que sans l'exportation américaine (blé, matières premières, machines, produits chimiques, etc.), l'industrie et l'agriculture européennes seraient aux prises avec les pires difficultés. D'autre part, cependant, la maîtrise de l'Amérique provoquerait une alliance des vieilles puissances d'Europe avec le Japon. Ce n'est pas une force négligeable, elle serait capable de se défendre assez pour mettre l'armée américaine de France dans une dangereuse situation. L'Amérique pourrait peut-être vaincre, d'entente avec le Japon. Mais c'est précisément avec ce dernier que les relations sont les plus tendues. En outre, la croissante industrie de guerre d'Amérique, qui fut le fournisseur d'armes du monde entier, menace de miner aussi la vie

économique des Etats-Unis. Des signes d'épuisement peuvent aussi être constatés dans le pays des milliardaires. La guerre mondiale a montré que ses besoins sont immenses. Le capitalisme mondial, pour se guérir et se réparer, a besoin maintenant d'un temps de répit sans lequel il disparaîtrait ; les filous américains le comprennent bien.

C'est pourquoi le partage du butin doit se faire à tout prix. La réparation du monde capitaliste, des grandes puissances, n'est possible qu'à la condition d'exploiter immédiatement et intensivement le butin. Les colonies et demi-colonies doivent être exploitées à toute vapeur sous le fouet des grandes puissances. C'est « la condition économique » la plus importante pour la renaissance du trust capitaliste d'Etat.

Dans ces circonstances, une entente entre les gros voleurs est nécessaire. C'est une assurance contre la déconfiture commune. Une autre question est de savoir si elle se réalisera ou non. Sans elle le monde capitaliste sera plus vite à terre.

Quelle sera cette entente ?

Elle sera une chose intermédiaire entre le cartel provisoire et le syndicat. Bien que l'entente vienne de la nécessité d'utiliser une occasion donnée, elle aura cependant pour tâche une répartition des marchés d'après un plan, une réglementation de l'exploitation et la fixation de normes pour les parts du profit qui doivent revenir à chaque trust capitaliste d'Etat.

Au sein de ce syndicat, l'Amérique jouera le premier violon. Les petites nations seront bien reçues dans la « ligue » comme un gros actionnaire en reçoit un petit qu'il veut dupper. Par une semblable « libre détermination », la France reste aussi isolée dans la Ligue des Nations (c'est pourquoi la « politique française » était pour le système de « l'équilibre » des puissances et non pour la « ligue »), tandis que les Etats-Unis jouiront en « paix » des fruits de la victoire.

La tentative d'écarter le danger d'une nouvelle déclaration de guerre immédiate qui donnerait le coup de grâce au régime capitaliste dans les circonstances actuelles, équivaut donc aussi à une tentative d'organisation du capitalisme mondial.

Les conditions sociales

de la Ligue des Nations

La nécessité d'une entente est rendue plus indispensable encore par la banqueroute sociale du système capitaliste. Cette banqueroute s'exprime par une fermentation révolutionnaire remarquable partout, dans les armées, dans la classe ouvrière et finalement dans les faits, car il existe déjà des « corps étrangers » dans le système capitaliste, un édifice foncièrement ennemi, la République des Soviets du prolétariat russe.

D'un autre côté, le système impérialiste des grandes puissances est menacé très ouverte-

ment par le mouvement national des colonies, qui prendra des formes d'autant plus vives que le mouvement ouvrier continental progressera avec plus de succès. Pour l'Angleterre, l'Irlande, les Indes et l'Egypte forment un danger presque aussi grand que le mouvement communiste allemand ou les démonstrations de ses soldats révolutionnaires qui se soulèvent contre le gouvernement. C'est pourquoi la tâche immédiate du capital international est la sainte alliance contre le prolétariat et la solution la plus rapide possible de la question coloniale.

On ne doit pas oublier que la Ligue des Nations n'est en réalité aucune ligue des « peuples », mais une ligue des grands trusts capitalistes. Contre cette organisation s'élèvent la classe ouvrière et les colonies exploitées qui sont l'« objet des soins » des bandits du gros capital.

On peut voir que l'organisation internationale des grands Etats capitalistes prévoit, comme première tâche, l'organisation d'une police internationale, c'est-à-dire d'une garde blanche internationale qui sera envoyée contre le prolétariat et les colonies qui ne montreront pas assez de patience pour supporter la sainte exploitation du dieu du pillage impérialiste, du président Wilson.

Tout pouvoir d'Etat est une machinerie d'oppression dans la lutte de classe. A l'heure actuelle, au moment de la guerre civile, on ne peut parler que d'une manifestation plus aiguë de cette fonction du pouvoir d'Etat ; c'est pourquoi, il ne peut y avoir maintenant qu'une dictature du prolétariat ou une dictature de la bourgeoisie. Dans la Société des Nations nous voyons une tentative hardie de fonder une dictature du capital financier sur une échelle internationale et interétatique. Les forces militaires qui seront libérées grâce à l'entente, seront transportées par les Etats bourgeois sur le front de la guerre mondiale et de la lutte contre les colonies.

L'écroulement final du système capitaliste sera provoqué par la victoire du prolétariat. Il a sa cause dans la lutte de classe. On peut donc comprendre combien, dans notre époque de tempête et de révolte, le besoin d'une entente est grand dans le monde capitaliste. La situation économique du capital l'oblige déjà à s'unir ; mais la menace de la part de la classe ouvrière rend cette union d'autant plus nécessaire. La Société des Nations, cette société par actions pour le pillage du monde, prend le caractère d'une « sainte alliance » contre le prolétariat. A la classe ouvrière elle n'apporte pas la paix, mais l'épée.

L'idéologie de la Ligue des Nations

Au moment d'un soulèvement des masses, tel qu'on n'en a encore jamais vu, il est impossible de les tenir en bride seulement à l'aide des bâtonnettes. Il faut encore les tromper systématiquement, sans quoi la domination du capital est ruinée.

C'est pourquoi les créateurs de la Ligue des

Nations, dès le début, ont préparé une sauce agréable à leur sale denrée. Déjà le nom de Société des Nations est une tromperie. Une même tromperie sont les autres noms relents donnés à la société « Alliance des Peuples », « Ligue de la paix », « Ligue universelle », etc.

On doit relever le fait que Wilson, Lloyd George et Cie, les responsables de la guerre, spéculent ouvertement sur la paix. « La Ligue des Nations, disent-ils, a pour but la paix générale. » Toutes les questions seront tranchées « pacifiquement » par les « Nations ». Celui qui n'obéit pas est un ennemi de la paix et doit être amené à la « raison » par la police internationale.

M. Taft déclarait que la Société des Nations devrait aussi sauvegarder l'union sacrée. Par conséquent celui qui lève la main contre le capital est un perturbateur de la paix des peuples, un ennemi de la paix et doit être anéanti.

C'est la sauce dans laquelle on veut noyer le bolchevisme mondial. La déclaration de l'Entente à propos de l'île des Princes avait le même but : « Arrêtez votre offensive ou nous vous envoyons la police internationale sur les talons. »

Un autre point du programme est aussi en relation avec cela.

C'est le cri de l'impérialisme bolchevik. Le président des Etats les plus impérialistes, le premier ministre du roi d'Angleterre, tous les fripons de l'impérialisme deviennent d'un coup les plus furieux adversaires de l'impérialisme. Ils appellent la victoire du socialisme : l'impérialisme bolchevik !

Enfin, dans le réseau des tromperies, on a introduit encore un certain opportunisme. Le président Wilson déclarait par exemple que le temps est passé où les classes riches dirigent tout. (Ainsi parle le président d'une république dirigée par deux banques.) On peut en conclure que là où c'est utile, les opportunistes seront soutenus contre les communistes, de sorte que la lutte contre la révolution prolétarienne sera une lutte sournoise à côté de la lutte ouverte.

C'est le dernier enjeu du capital. Il est très probable que les capitalistes arriveront à s'entendre. Ne nous faisons pas d'illusions, de grandes batailles nous attendent encore. Et toute union de nos ennemis, quel que soit le noble masque sous lequel elle se produit, est un danger direct pour la classe ouvrière.

N. BOUKHARINE.

Correspondance Internationale

BELGIQUE

La Belgique est, depuis des siècles, le champ de bataille où les grands Etats qui l'entourent viennent chercher une solution militaire à leurs antagonismes économiques. Il était prévu que la grande guerre qui menaçait le monde ravagerait ce pays plus que tout autre. Une documentation sûre permettrait d'établir que les grands initiés de la haute politique internationale envisageaient froidement cette éventualité. Pour les politiciens belges, d'ailleurs, il était tout simplement dans l'ordre des manœuvres diplomatiques d'affecter la surprise et l'indignation quand le militarisme prussien marcha, à travers la Belgique, contre ses frères français, anglais et américain.

Néanmoins, depuis 1830, la Belgique avait échappé à toute invasion.

C'est pendant cette période de domination bourgeoise qu'elle mérita le nom de paradis du capitalisme. Ce petit pays, d'une richesse naturelle exceptionnelle, connut, en effet, un développement industriel et commercial prodigieux (hauts fourneaux, fabriques de fer, aciéries, zinc, mines de houille).

Si le capitalisme accumulait en Belgique des richesses énormes, le prolétariat y fut soumis à un paupérisme sans égal. Nous ne pouvons songer à donner ici, ne fût-ce qu'un résumé très succinct, de la terrible tragédie prolétarienne qui se déroula sur cette « terre d'expérience » pendant plus de quatre-vingts années. Lors de la célébration du 75^e anniversaire de l'indépendance belge, trois de nos social-

patribotes d'aujourd'hui assumèrent la tâche de résumer l'horreur de cette désolante domination bourgeoise (1). Ces pages sont, à l'heure actuelle, le réquisitoire le plus cinglant contre leur propre attitude.

Des salaires effroyablement bas, une nourriture extrêmement maigre, une hygiène désolante finirent par avachir les travailleurs.

Le prolétariat agraire, de son côté, conserve une mentalité quasi-médiévale. Ecrasé sous les exigences de la grande propriété et fournissant un travail épuisant, il fut rarement animé, jusqu'à présent, par le moindre esprit de lutte.

Sans doute, la Belgique connut la coopération intense. Mais précisément la coopération, avec toute la démagogie qui souvent s'est attachée à son exaltation, fut la conquête du prolétariat par l'esprit petit-bourgeois, le plus anti-révolutionnaire. Ce fut encore un ex-révolutionnaire, Henri de Man, qui montra, il y a quelques années, la néfaste influence de certaines institutions coopératives. Il choisit l'exemple d'un prolétariat de tempérament combatif, le prolétariat gantois, qui fut endormi, aveuglé et trompé par la direction petite-bourgeoise de son chef Anseele. De Man se trouva immédiatement devant une proposition d'exclusion, et les influences les plus

(1) 75 années de domination bourgeoise, par C. Huysmans, L. de Brouckère et L. Bertrand.

adroites durent agir pour le soustraire à la vengeance d'Anseele.

Il pourrait être démontré que le prolétariat belge, soumis au régime démocratique de l'Occident, fut plus malheureux, connut un traitement plus abject que le prolétariat de l'ancienne Russie.

ASPECT POLITIQUE

La prodigieuse prospérité des classes possédantes les avait soustraites presque entièrement aux grandes inquiétudes qui se manifestaient dans l'esprit européen pendant le XIX^e siècle.

Le clergé repu, grassement entretenu, soupçonna à peine le sens de la transformation technique. Enlisé dans le marais théologique, il a assisté à la révolution économique sans la moindre compréhension.

La politique cléricale compléta dignement l'ignorance et la bassesse ecclésiastique. Elle se résume par une défense brutale et âpre des intérêts de classe, sous le couvert d'une répugnante phraséologie métaphysique. Sous ce rapport, les annales parlementaires de la Belgique laisseront un incomparable monument de ridicule et d'hilarante sottise.

Les frères de classe des cléricaux, les libéraux ont vécu, intellectuellement, des miettes de l'humanitarisme français. Ces « libres penseurs » sont les plus misérables esclaves des plus bas préjugés anticléricaux, et restèrent presque complètement étrangers au labeur prodigieux de la science moderne. Leur anti-cléricalisme les attachait à la routine des polémiques mesquines. Ils ignoraient eux-mêmes la nature réelle des forces qui entraînaient leur classe vers l'abîme.

C'est devant ces deux partis, séparés apparemment par une idéologie vaine, mais au fond unis par des intérêts prépondérants, que se développaient les organismes prolétariens.

Les débuts de la lutte socialiste furent conduits, en Belgique, par de hauts et probes caractères, César De Paepe, Volders, plus tard Hector Denis et d'autres.

Et certes, à l'origine des grandes organisations, nous trouvons des énergies puissantes, comme Anseele et Bertrand, dont les grands services, pour cette époque, ne pourraient être contestés.

Mais avec l'absorption de leur personnalité par les influences bourgeoises, l'histoire du socialisme belge se confond aussi avec les contradictions mortelles, avec l'impuissance finale de la 2^e Internationale.

Les organisations ouvrières, par une adaptation toujours plus opportuniste et exclusive aux conditions nationales et locales, laissèrent échapper graduellement toute préoccupation révolutionnaire. Progressivement, à mesure que les organisations croissaient, que la puissance quantitative du socialisme belge se multipliait, le sentiment internationaliste s'éteignait.

Et, quand la guerre éclata, nos réformistes s'étaient tellement identifiés avec les classes possédantes qu'ils n'hésitèrent pas un seul instant contre les résolutions contradictoires dont souvent, au sein de la 2^e Internationale, ils avaient été les promoteurs. Ministres d'Etat et champions violents du jusqu'au-

boutisme, ils devinrent les adorateurs soumis du capitalisme croulant.

L'énergie brutale et aveugle d'Anseele, sa lourde et insolente démagogie, son mépris de la culture prolétarienne et son attachement borné aux conquêtes immédiates étaient à leur place dans le Bureau de la 2^e Internationale.

La nature complexe, hautaine et sceptique de Huysmans était un antidote nécessaire. Ce Machiavel de l'Internationale avait tout le cynisme, toute la subtilité nécessaires pour manier avec maîtrise les antagonismes, les motions hybrides et équivoques que la 2^e Internationale avait enfanté. Étant l'ennemi-né des situations claires, il n'a qu'une passion : entourer toutes les questions d'un fin tissu de sous-entendus, d'apparentes énigmes adroitement posées, d'affirmations contradictoires. Avec cela un mépris mordant et incisif qui souvent trouble, déconcerte, neutralise et domine l'adversaire.

Huysmans reste l'antagoniste le plus redoutable de ceux qui cherchent la victoire rapide des principes clairs de la 3^e Internationale. Son influence occulte transparaît dans les hésitations, les tractations, les revirements déconcertants des Longuetistes français. Et il est visible, pour quelques-uns, que les compromissions, les sophismes des centristes seraient au sein d'une nouvelle Internationale l'introduction du caractère négatif de la 2^e Internationale.

Vandervelde, lui, incarnait, d'une autre manière, cette Internationale dont il fut le président. Il en donna, pendant la guerre, la preuve la plus éclatante par la publication simultanée de deux ouvrages. Dans l'un, *Le Socialisme contre l'Etat*, tout en faisant le procès des grandes démocraties modernes, tout en montrant clairement la faillite du parlementarisme, il cherche à atténuer, à obscurcir la signification du principe central du marxisme, le principe de la dictature prolétarienne. Mais l'ouvrage dénote une grande puissance cérébrale, une grande connaissance, une intelligence claire et souple, autant qu'un ferme talent d'écrivain. Avec l'autre livre (réunion de discours prononcés et d'articles écrits au cours de la guerre), *La Belgique envahie et le socialisme international*, apparaît toute la dualité d'un caractère faible, d'une nature de bourgeois humanitariste et éclectique.

Vandervelde fut internationaliste par le cerveau, il resta nationaliste de cœur. L'on mesure ici toute la distance qui séparait, au sein de la 2^e Internationale, une Rosa Luxembourg, incarnation de la pensée, du sentiment et de l'action prolétarienne, d'un Vandervelde, le cérébral soumis par sa nature intime à l'emprise de la classe possédante. Rosa Luxembourg, martyrisée par la réaction, et Vandervelde, au ministère d'Union démocratique, expriment mieux que tous les commentaires les contradictions irréductibles qu'enfermait le mouvement socialiste d'avant-guerre.

Les trahisons que multipliaient de tels chefs, pendant la guerre, étaient dans la norme de leur évolution. Leur impuissance et leur soumission à la volonté de l'impérialisme mondial n'étaient que la consommation de la soumission de la 2^e Inter-

nationale à toutes les formes du capitalisme mondial. Aussi la grande catastrophe les retrancha brusquement de tout mouvement vraiment socialiste, désormais fermement établi sur les principes communistes et attaché avec intransigeance aux méthodes du marxisme révolutionnaire.

MISÈRE INTELLECTUELLE DU PROLETARIAT

A la faillite intellectuelle des meneurs répond une grande misère intellectuelle des masses. Dans l'ouvrage que je citais au commencement de ce rapport, Louis de Brouckère signalait, en 1905, « tous les attentats de la classe dominante contre l'intellectualité ouvrière ». Ces attentats n'étaient si grossiers que parce que cette classe n'avait elle-même qu'un développement intellectuel excessivement restreint. A côté d'une bourgeoisie très bornée, vautreée dans une épaisse quiétude, sans culture originale, singeant malhabilement les productions étrangères, plagiaire et ridiculement vaniteuse dans son ignorance, le prolétariat végétait dans une insouciance intellectuelle quasi complète. A cela s'ajoute le paupérisme effrayant, déterminant les facultés inférieures de toutes les générations prolétariennes du siècle, toutes les faiblesses héréditaires physiologiques, l'épuisement de chaque jour. De Brouckère, dans un chapitre douloureux de sa démonstration, mathématique, montra comment la misère physiologique empêche les enfants pauvres de lire.

Le P.O.B. a à son actif des efforts louables qui combattirent cette désolante infériorité intellectuelle du prolétariat.

Peu d'années avant la guerre, fut organisée à Bruxelles une Centrale d'Education (sous la direction d'Henri de Man) dont les méthodes marxistes formèrent quelques militants éclairés. Mais les plus stables, ceux qui avaient le plus profondément pénétré l'âme du marxisme révolutionnaire, eurent la douleur, pendant la guerre, de voir leurs professeurs devenir les négateurs les plus acharnés de leur enseignement.

PENDANT LA GUERRE

I. — Le premier signe vivant du réveil de l'esprit révolutionnaire en Belgique, pendant la guerre, fut le résultat de cet effort d'éducation. Quelques militants dispersés bataillaient avec obstination et courage contre la folie nationaliste qui avait ravagé la raison des marxistes éclectiques et des révolutionnaires. Et à Gand, au cœur même du fief d'Anseele, un noyau de jeunes, sortis de la Centrale d'Education, publièrent *Rooide Jeugd*, petite revue courageuse et nette. Ils se montraient internationalistes n'ayant jamais abandonné leurs principes. Ils motivèrent leur pacifisme par l'esprit des résolutions de Zimmerwald et de Kienthal. Leur sagacité et leur fermeté dans ce pays bouleversé par la psychose de guerre furent trop peu comprises, mais leur attitude fut une belle action.

II. — La bureaucratie des organisations économiques et politiques avait pitoyablement sombré dans le social-patriotisme le plus étroit. L'expression de sa haine pour l'envahisseur prit le meilleur de son temps. A côté de la bêtise et de l'extrême faiblesse des chefs, les déportations des ouvriers par l'en-

vahisseur, des mesures draconiennes et violentes développèrent la haine des masses. Elles détestaient l'envahisseur en général, comme peuple, comme nationalité, bien plus que le militarisme et l'impérialisme.

Les masses furent, d'ailleurs, plus que jamais épuisées par les privations. Et, d'autre part, un besoin général de trafic, de petites spéculations, de tromperies mutuelles, les mina moralement. Le sentiment de classe fut troublé infiniment, encore obscurci par la philanthropie et les sacrifices apparents des classes possédantes.

Il n'y eut guère que les formidables profits de guerre, les grands capitaux subitement agglomérés qui soulevèrent la haine et l'envie de tous ceux dont les entreprises avaient été moins fructueuses.

APRES L'ARMISTICE

I. Aux premières désillusions des jusqu'aboutistes et des social-patriotes de guerre, quelque clarté se fit dans certains cerveaux. Quelques-uns, ployés jusque-là sous la folie collective, rejetèrent certaines erreurs et se dressèrent contre la réaction. Ils parcoururent par moments la lumière de l'Orient et commencèrent à discerner les manœuvres secrètes des démocraties occidentales. La brutalité réactionnaire pendant la révolution allemande de novembre, leur montra quelques-uns des dangers que comportaient les anciens partis social-démocrates. Le martyr de Liebknecht et de Rosa Luxembourgeois leur montra, de manière tragique, toutes les hideurs du social-patriotisme.

II. La Révolution russe rallia des sympathies sentimentales et confuses; il y eut peu d'adhésion compréhensive. La signification profonde, essentielle, des organes nouveaux créés par cette révolution fut à peine saisie. Et par suite, les raisons réelles de la banqueroute totale de la 2^e Internationale furent généralement ignorées.

Néanmoins, la volonté de revenir aux méthodes de classe, de briser l'influence des ministres socialistes et des ministériels, se manifesta en certains endroits, et notamment dans la Fédération bruxelloise.

Mais cette opposition fut trop faible et les social-patriotes purent constituer avec les autres partis politiques un ministère d'« union démocratique ». Ils purent orner le triomphe du S. U. selon la traditionnelle démagogie, sans rencontrer une critique nette et vigoureuse.

L'ACTION ECONOMIQUE

I. Jusqu'ici, elle ne transforma pas ses méthodes. L'organisation mécanique et quantitative des syndicats fut poursuivie. On essaya de régulariser le fonctionnement disciplinaire, les tractations diplomatiques et traditionnelles entre les meneurs et les patrons. La souveraineté du contrat collectif resta incontestée et les délégués belges avec les autres nationalistes, à Washington, tentèrent de lui accorder une suprématie mondiale.

Le réformisme syndical, continuant sa lutte de forme étroitement nationale, fut maintenu et souvent renforcé.

Un travail plus profond ne fut point entamé. Le

développement de l'esprit de sacrifice au sein des masses, l'attachement aux intérêts généraux de la classe ouvrière, l'amour de la mission humaine du prolétariat ne furent point cultivés. Rien encore n'a été fait pour élever l'âme collective, pour la pénétrer de cette abnégation consciente dont la révolution mondiale aura besoin pour étendre l'ordre nouveau.

II. Et pourtant les facteurs sociaux et économiques sont propices. Les mêmes difficultés de vie chère, les mêmes troubles et les mêmes besoins assaillent tous les organismes. Les aspirations sont générales, unifiées. Partout éclatent des grèves qui détiennent potentiellement les impulsions élémentaires, les volontés rudimentaires de combat. Il appartient à une propagande plus intense de hausser ces dernières à une conscience plus profonde, à la perception de la nécessité de l'unité d'action par l'unité de besoins.

III. L'énergie des grandes organisations, comme celles des mineurs, est détournée d'un but prolétarien général par la question de la « nationalisation des mines ».

Et ces grandes organisations, au lieu d'augmenter la puissance de leur conscience de classe, la conscience de leur propre pouvoir, versent dans le plus dangereux socialisme d'Etat, et reconnaissent l'autorité de l'adversaire.

EVEIL COMMUNISTE

Malgré ces conditions intellectuelles toutes inférieures, malgré l'influence encore prépondérante du social-patriotisme, le mouvement communiste mondial a exercé son influence en Belgique.

En Flandre quelques petits groupes, formés d'éléments hétéroclites essayèrent, il y a quelques semaines, de former une fédération communiste. Mais la confusion de principes qui y règne, le manque de connaissances scientifiques, le mépris souvent ignorant des méthodes du marxisme révolutionnaire enlisent ces groupes dans des polémiques mesquines et ridicules. Jusqu'ici, les éléments plus avertis qu'ils renferment n'ont pas assez d'énergie pour affirmer leur position et pour rompre avec le poids lourd d'un anarchisme obscurantiste sans attaches avec les réalités.

Cette fédération flamande publie un journal, *De Internationale*, dont quelques articles des premiers numéros ont essayé de réagir, mais vainement, contre la confusion intérieure des groupes.

A Bruxelles, les Jeunes Gardes socialistes, à la suite d'une lutte de quelques mois dirigée contre la direction du P. O. B., se sont désaffiliés de celui-ci. Ils ont pris l'initiative de la formation d'un groupe communiste. Ils ne se font aucune illusion concernant les difficultés qui les attendent. Ils savent que la pénétration dans les masses sera chose ardue. Ils ne surévaluent point le niveau intellectuel des différents milieux et essaient de ne pas se méprendre sur l'état réel des choses.

Mais ils ont décidé de combattre, par le journal qu'ils feront paraître et les moyens de propagande orale, toute confusion et de maintenir l'intransigeance du marxisme révolutionnaire. Ils attaqueront avec la même netteté les social-patriotes et les anarchistes,

pour que la grande action des soviets puisse apparaître clairement, sans atténuations, aux yeux des masses.

Les forces de ces jeunes sont momentanément très restreintes. Mais leur conscience de se rattacher par leurs vues, leurs principes et leur action aux groupes communistes plus puissants de l'Occident, décuple leur confiance et soutient leur ardeur.

FINLANDE

Depuis que la révolution de 1918 fut écrasée dans le sang, que des milliers d'ouvriers furent tués ou moururent de faim, le mouvement ouvrier finlandais qui était entièrement ruiné a recommencé son travail de reconstruction. Ce fut naturellement tout d'abord la social-démocratie officielle qui put agir, mais lentement les communistes aussi purent se faire valoir. Depuis ce temps, l'influence rouge a pénétré plus profondément la pensée des travailleurs finlandais.

Formellement, la social-démocratie conserve toujours la direction du mouvement, mais sous l'action des communistes, une aile gauche s'est formée. Les différends entre la gauche et la droite sont fortement marqués, et l'on doit se demander si ils conduiront à une scission dans le parti. L'aile gauche a assez bien le caractère général de tous les socialistes de gauche, mais ceux qui les suivent parmi les travailleurs ont une tendance communiste; de telle sorte que cela ne produirait aucun étonnement, si tout le mouvement de gauche se plaçait sous la bannière communiste.

L'agitation dans le parti a décidé plusieurs sections ouvrières à se séparer du parti, notamment celle de Helsingfors, et à adhérer à la 3^e Internationale. Il faut mettre en rapport cette décision avec la terreur blanche en Finlande, qui frappe criminellement tout ce qui est communiste.

L'organe principal de la social-démocratie a perdu des abonnés, tandis que l'organe communiste à Kaopis, Savom, Kansa, gagne dans une large mesure la confiance des travailleurs.

Parmi les travailleurs, il s'est formé de plus un parti communiste secret dans lequel la formation militaire de chaque membre est soigneusement poursuivie. En général, ce mouvement donne un résultat très satisfaisant.

Dans l'armée de l'Etat, on fit de la propagande parmi les miliciens. Dès maintenant, la bourgeoisie ne pourrait avoir aucune confiance dans l'armée nationale. Au moins la moitié de celle-ci sympathise avec les communistes et seule une partie des autres résisterait aux travailleurs.

Mais le plus grand danger pour la révolution finlandaise provient de l'armée blanche, de la garde civique. Là, il y a peu à faire pour une agitation directe, bien qu'elle y fut menée, et que quelques volontaires et même parfois toute la division d'un endroit furent gagnés à la cause. Mais ici la besogne principale est faite en vue de démasquer les meneurs, les commandants et les officiers, aux yeux des simples volontaires. Ce travail n'a pas eu, visiblement, un grand succès, mais il n'est pas abandonné. En Finlande, la garde civile comprend maintenant

100.000 hommes bien armés et bien disciplinés. Les petits paysans, les éléments de la classe moyenne ont montré qu'ils sont accessibles à une propagande qui tend à les rendre indifférents aux efforts de la garde civique.

La garde civique rend impossible en ce moment une révolution en Finlande. Elle est si forte que la bourgeoise se repose entièrement sur elle et qu'elle ne peut être écrasée sans une aide de l'extérieur.

Les rapports entre les travailleurs finlandais et russes ont toujours été et restent excellents, aussi existe-t-il en Russie un groupe finlandais, bien organisé, de travailleurs communistes.

Dernièrement, une grande perte a été subie, la mort du meilleur leader et théoricien, Otto Wilhelm Kusinen, qui fut arrêté en Finlande où il travailla secrètement pendant plusieurs mois. Les bourreaux blancs l'abattirent à la manière des assassins, dans des circonstances qui rappellent la mort de Liebknecht. Mais comme le souvenir de Liebknecht reste vivant pour le prolétariat mondial et l'encourage à la lutte, ainsi la mort de Kusinen soutiendra les travailleurs finlandais dans une lutte inlassable jus qu'au triomphe final du communisme.

YOUGO-SLAVIE

La Yougo-Slavie a été formée sur les décombres de l'ancienne Autriche, avec la Serbie comme noyau. Le gouvernement, arrivé au pouvoir après décembre 1918, jour de la proclamation de l'unité nationale, était composé par tous les partis bourgeois et social-patriotes de Croatie et de Slovénie. Une Chambre provisoire de l'Etat, élue par les conseils régionaux bourgeois, a été en même temps constituée. Bien qu'il parût que ce gouvernement et cette Chambre ainsi composés représentassent la quasi-unanimité de toute la nation, on aperçut déjà dès le début une grande divergence de vues entre les membres du gouvernement et ceux de la Chambre. Il fallait entreprendre une lourde tâche, c'est-à-dire l'organisation du pays, qui se trouvait dans une terrible anarchie politique et économique. Le peuple avait été tourmenté par une guerre longue et cruelle, spécialement le peuple serbe, qui avait été en outre littéralement massacré et complètement épuisé. Les communications étaient aussi dans un état lamentable ; en Serbie, elles étaient détruites de fond en comble et celles des régions nouvelles étaient paralysées par l'anarchie politique. Le désordre économique était aggravé par la coexistence de deux systèmes monétaires, autrichien et serbe. Il fallait aller vite au secours d'un peuple ainsi martyrisé et le sauver de ce chaos intolérable. Cependant, ce gouvernement, avec sa composition hétérogène, avec ses membres sans expérience et sans sincérité, n'était pas capable d'accomplir cette lourde tâche et le pays s'embourba toujours davantage. Le désaccord latent, qui existait entre les membres du gouvernement dès le début, se transforma subitement, l'été dernier, en un conflit ouvert qui produisit une crise, non seulement du gouvernement, mais du régime même, crise qui n'est pas encore close à présent.

Les partis bourgeois se divisèrent en deux grands groupes à peu près égaux. Ce serait une erreur de les appeler partis politiques, puisqu'il s'agit ici seule-

ment d'une entente de fractions très différentes. La lutte des principes se transforma peu à peu en une querelle personnelle détestable.

Les social-patriotes firent cause commune avec les démocrates (un de ces deux groupes) et participèrent avec eux au gouvernement. Il va de soi que les masses du peuple ayant été désenchantées et étant tombées dans une plus grande misère, se tournèrent contre ceux-ci et s'adressèrent au parti unique de l'opposition — aux communistes. Le parti communiste profita de cette situation favorable et développa une agitation bien organisée... Mené par des hommes honnêtes et enthousiastes, le parti communiste obtint un grand succès et rallia les masses travailleuses autour d'une organisation très forte.

Au congrès socialiste yougo-slave, tenu à Belgrade au mois d'avril 1919, la scission entre communistes et social-patriotes était définitive. L'adhésion immédiate et sans conditions à la 3^e Internationale du parti communiste yougo-slave nouvellement créé, sauf une minorité négligeable de social-patriotes, fut proclamée avec un enthousiasme indescriptible. Les social-patriotes conservèrent encore leur influence en Croatie et en Slovénie, mais, même dans ces contrées, ils ne sont pas en majorité. La participation au gouvernement, dans lequel ils n'avaient rien fait pour le prolétariat yougo-slave, leur valut de plus en plus l'abandon de leurs adhérents.

Le prolétariat de Slovénie a déjà, en automne dernier, désavoué la politique ministérialiste et a demandé catégoriquement l'union avec les communistes.

Le parti communiste s'accroît de jour en jour, tandis que celui des opportunistes diminue rapidement et, dans un temps qui n'est pas éloigné, il disparaîtra tout à fait. Aujourd'hui même, il a disparu complètement en Serbie, en Bosnie et en Dalmatie.

Vu que tous les partis bourgeois et celui des social-patriotes sont désorganisés, le parti communiste est le seul dans toute la Yougo-Slavie qui représente maintenant une grande force, de laquelle chaque gouvernement, non seulement tient compte, mais éprouve une peur extrême.

Pour se débarrasser de la responsabilité d'avoir entraîné le pays dans un gâchis incroyable, le gouvernement accable de récriminations les communistes et les accuse d'être coupables du désarroi qui règne dans l'administration de l'Etat. Il est très facile de combattre ces inventions mensongères et, au contraire, de prouver par des arguments incontestables que tout le mal est dû à la maladresse de la bourgeoisie qui n'a pas su mettre d'ordre dans les affaires publiques. De son côté, le parti communiste, pour décliner toute responsabilité dans la gestion des affaires, a boycotté le parlement provisoire et en a retiré ses représentants.

C'est aux élections municipales qui ont lieu actuellement en Croatie et Voyvodina qu'on peut le mieux sentir l'influence de chaque parti sur les masses du peuple. D'après les premiers résultats, on constate un grand succès des communistes, au détriment des partis bourgeois et de celui des social-patriotes. A Zagreb, la capitale de la Croatie, par exemple, les communistes ont obtenu 20 sièges contre 16 à l'Union croate et 5 aux démocrates. A Zemlin, le faubourg de Belgrade, les communistes

comptent dix conseillers, contre sept radicaux et six Allemands. Dans l'arrondissement de Brode, à Voucovare et en d'autres localités importantes, les communistes l'emportent aussi.

Le gouvernement et l'opinion bourgeoise, ayant été surpris par ce succès communiste, se résignent, dans leur impuissance à contrecarrer la marche des idées nouvelles.

Nous nous attendons à de grands événements en Yougo-Slavie.

DANUBIEN.

COMITE de la 3^e INTERNATIONALE

Secrétariat

Pendant l'incarcération des camarades Monatte et Lorient, secrétaires du Comité, et jusqu'à nouvel avis, adresser les communications au secrétaire international, Souvarine, au *Bulletin Communiste*, 123, rue Montmartre, Paris.

Commission d'études

Les membres de la Commission d'études seront saisis, dans le courant de la semaine, du programme schématique de travail. Les rapporteurs seront désignés par la Commission réunie en séance plénière, mais auparavant toutes les questions évoquées doivent être étudiées par tous, la spécialisation ne pouvant exclure la nécessité de connaître l'ensemble des problèmes à résoudre.

Prière d'adresser les diverses suggestions (adjonctions, rectifications, critiques des thèses publiées et propositions de tous ordres) au camarade Boris Souvarine.

REUNION PLENIERE

Vendredi 14 mai, à 20 h. 30, réunion plénière du Comité, 49, rue de Bretagne.

NOTRE SOUSCRIPTION

Aux persécutions du gouvernement, il n'est pas deux réponses à faire. La seule qui vaille est de poursuivre la propagande et de continuer la lutte.

Nous renouvelons notre appel à nos lecteurs et amis. Que les souscriptions pleuvent ! Soutenez le Bulletin Communiste !

7^e liste

Hardy, 10 fr. ; Citoyenne Marchal, 5 fr. ; Gauvin (Oher), 2 fr. 50 ; Simon (Suisse), 1 fr. ; Lœver (Suisse), 1 fr. ; Contre les arrestations, 10 fr. ; Lecouturier, 20 fr. ; P..., Orléans, 4 fr. 50 ; Lenoir, 8 fr. ; L. Caron, 10 fr. ; Un chômeur, 1 fr. ; Hermann, 10 fr. ; Protestations contre les provocations gouvernementales, 20 fr. ; Un vieux militant, 3 fr. ; Vaynier, 5 fr. ; Henri Picq, 10 fr.

Total de la 7 ^e liste.....	121 »
Total des listes précédentes.....	1.297 75
Total.....	1.418 75

NOTRE BULLETIN

Les abonnés à 20 numéros auront droit à quatre de ces publications.

A tous ceux qui souscriront un abonnement de 50 numéros, nous enverrons gratuitement (sur leur demande) huit publications à choisir dans la liste ci-dessous. Les indiquer seulement par les numéros.

Pour le port, joindre 0 fr 50 en timbres pour les envois de 4 exemplaires, ou 1 franc pour ceux de huit. Ceux qui sont déjà abonnés à 20 numéros peuvent nous demander leurs brochures.

LISTE DES PUBLICATIONS A CHOISIR

1. Manifeste et Résolution de l'Internationale communiste.
2. Hommage à la République des Soviets, par Henri Barbusse, etc.
3. Pochette de cartes postales (Lénine, Trotsky, Lounatcharsky, Alexandra Kollontai).
4. Lettre aux ouvriers américains, par N. Lénine.
5. Les Problèmes du Pouvoir des Soviets, par N. Lénine.
6. Terreur blanche et Terreur rouge, par Tchitchérine.
7. 2^e ou 3^e Internationale, par Robert Thal.
8. Vive la République des Soviets ! par Jacques Sadoul.
9. Eloge des Bolcheviks, par Boris Souvarine.
10. La 3^e Internationale, par Boris Souvarine.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAIT TOUS LES JEUDIS

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

FRANCE

50 numéros.....	25 francs
20 numéros.....	10 francs
10 numéros.....	5 francs

ETRANGER

50 numéros.....	30 francs
20 numéros.....	12 francs
10 numéros.....	6 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

123, rue Montmartre - PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e)